

UNDT/2012/086, Abassa

Décisions du TANU ou du TCNU

Le tribunal était d'accord avec Thiam et Schook qui a jugé que l'administration devait envoyer une notification écrite de la décision administrative au membre du personnel afin de déterminer quand le délai de soixante jours commence à fonctionner. Ce tribunal a constaté que le requérant n'avait pas été officiellement informé de la décision contestée et de la seule notification officielle au demandeur, qu'il n'a pas été sélectionné pour le Post se présentait sous la forme du rapport d'évaluation de la gestion du 15 décembre 2010. Le tribunal a donc jugé que Étant donné que le demandeur avait demandé une évaluation de la direction le 27 octobre 2010, mais la décision contestée elle-même a été communiquée au demandeur via le rapport d'évaluation de la gestion du 15 décembre 2010, la demande d'évaluation de la gestion était à recevoir. En ce qui concerne la rapidité du dépôt de la demande, le tribunal a constaté que la demande, qui a été déposée le 2 mars 2012, n'était pas déposée en temps opportun et donc non à recevoir. Bien que la règle 11.4 (c) du personnel prévoit que la médiation suspend la date limite pour déposer une demande, et un membre du personnel a quatre jours à compter de la médiation de temps considérée . Le demandeur, dans un e-mail au Tribunal le 2 décembre 2011, a déclaré que la médiation avait pris fin le 2 décembre 2011. L'intimé a soutenu dans sa réponse du 28 mars 2012 qu'il n'y avait pas de médiation, seulement des discussions pour commencer le processus de médiation, qui finit par éventuellement terminé le 22 juillet 2011. Le demandeur a été donné jusqu'au 24 avril 2012 pour contester la réponse et le demandeur n'a pas fait. Le Tribunal a donc accepté la réponse de l'intimé sur la réalisation à sa valeur nominale car il n'y avait pas eu d'objection de la part du demandeur et a constaté que les discussions se sont terminées le 22 juillet 2011, rendant ainsi la demande du 2 mars 2012 comme ayant été déposée hors du temps. En ce qui concerne Ex-Parte Communications avec le Tribunal, le tribunal a constaté que les préjugés à un répondant ne peuvent se produire que si et lorsque les plaidoiries et documents concernés ne sont pas communiqués à l'intimé ou lorsque l'intimé se voit refuser le droit d'être entendus ou sur papier. Ce tribunal n'a pas considéré qu'il y avait une obligation légale à ce

sujet de demander l'avis de l'intimé lorsqu'il est en présence d'une requête pour une renonciation aux délais, en particulier pour déposer une demande. Cependant, nonobstant la discussion sur les communications ex parte, le Tribunal a déclaré que tout demandeur qui apporte un cas devant le Tribunal a la responsabilité de fournir des preuves qui penchent en sa faveur, car la charge de la preuve incombe au demandeur.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le requérant conteste la décision de ne pas le sélectionner pour le poste de chef, la section des systèmes de production agricole (APSS), FSSDD / UNECA, et alléguant qu'il n'était pas informé de la décision contestée.

Principe(s) Juridique(s)

N / A

Résultat

Rejeté sur la recevabilité

Applicants/Appellants

Abassa

Entité

CENUA

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2011/012

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

6 Jun 2012

Duty Judge

Juge Boolell

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Temporel (ratione temporis)

Médiateur / résolution informelle

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/2006/3/Rev.1

Ancien Règlement du personnel

- Disposition 111.2(a)

Statut du personnel

- Disposition 11.1(c)
- Disposition 11.2(c)

- Disposition 11.4(c)

TCNU Règlement de procédure

- Article 7.5

TCNU Statut

- Article 8.3

Jugements Connexes

2010-UNAT-013

UNDT/2010/131